

Lutte de classe

Un consensus peut en cacher un autre

(ce texte a été rédigé trois jours avant les derniers ralliements du PS au gouvernement.)

Qu'y a-t-il de commun entre la ligne politique du PS et celle du PT ? En quoi le consensus et la démocratie en générale, donc bourgeoise, sont-ils tous les deux l'expression de la domination de classe de la bourgeoisie ? En quoi ces deux principes sont-ils opposés, sont-ils si éloignés qu'on nous le dit ? Pourquoi les dirigeants de tous les partis politiques en appellent-ils à la démocratie ? Pourquoi aucun des dirigeants des partis ouvriers n'en appellent-ils pas à la démocratie ouvrière ?

Voilà un ensemble de questions auxquelles j'ai essayé de répondre brièvement dans ce texte en partant d'un article signé dans l'édition du *Monde* du 5 juin par un panel de responsables et élus du PS, en poursuivant par l'éditorial du dernier numéro d'*Information ouvrières* rédigé par le secrétaire national du PT, Daniel Gluckstein.

Commençons par l'article du PS.

Ils ont écrit : "*Le deuxième pilier de la refondation (de la gauche) sera donc de rassembler la gauche.*"

Question : Sur quelle base et pour quel objectif ?

"En premier lieu, il faudra rassembler le Parti socialiste autour d'un réformisme assumé et résolument ancré à gauche. Il est temps de dépasser les affrontements stériles sur cette question. Depuis longtemps, les socialistes ont accepté le cadre de l'économie de marché. La question est : comment mettre les performances économiques au service des conquêtes sociales, de l'emploi de qualité pour tous et du partage des fruits de la croissance ?"

Donc pour ces dirigeants du PS, être "*ancré à gauche*", cela signifie prendre en charge les intérêts et la survie du capitalisme, "*l'économie de marché*", et lui subordonner toutes les revendications sociales, économiques et politiques du prolétariat. Bref toujours le même discours, autrement dit continuer la politique antivouvière mise en oeuvre depuis des décennies.

Plus loin : "*Dès lors, la concurrence entre la social-démocratie et le socialisme intransigeant semble anachronique, et ne correspondre ni aux réalités ni aux besoins de notre pays.*"

Ils vont jusqu'à refuser de reconnaître ou nier l'existence de la lutte des classes qui serait devenue "*archaïque*" pour aboutir logiquement à refuser de prendre en compte les intérêts spécifiques du prolétariat, synonymes selon eux d'un "*socialisme intransigeant*", donc inacceptable pour ces lieutenants de la bourgeoisie qui leur préfèrent "*les performances économiques*" des entreprises, la loi du profit.

Cette concurrence entre deux conceptions du socialisme est l'expression et le produit de la lutte des classes qui remonte au milieu du XIXe siècle.

De nos jours, la social-démocratie est synonyme de réformisme dans le cadre du capitalisme pourrissant et elle a pour unique objectif avoué de subordonner les intérêts du prolétariat à ceux de la bourgeoisie sous couvert de l'intérêt du pays, de la nation, de la France, bref, le fameux intérêt général. Quant au socialisme "*intransigeant*", il serait synonyme du combat utopique du prolétariat pour en finir avec le capitalisme qu'incarnait le marxisme.

Pour ces philistins qui osent encore se réclamer du socialisme, les réalités qu'il faudrait supprimer ou dépasser correspondent aux clivages qui existent entre les classes, en fait, ils prônent ni plus ni moins le corporatisme et l'union nationale qui correspondraient davantage "*aux besoins de notre pays*".

Il faut bien comprendre que cela fait déjà un siècle que le PS et son ancêtre la SFIO d'un côté, le PCF depuis sa création en 1920 de son côté, pratiquent la collaboration de classe avec la bourgeoisie. Il n'est donc pas surprenant que l'évolution de ces partis les amène naturellement à prendre en charge aujourd'hui la totalité des besoins du capitalisme au détriment de ceux du prolétariat, et qu'ils se transforment de parti ouvrier en partis ouvrier-bourgeois, finalement en partis bourgeois n'ayant plus comme seul lien avec le socialisme que les mots que leurs dirigeants prononcent en se brûlant la langue au moment de chaque élection pour continuer à exister en tant que partenaires indispensables de la bourgeoisie...

Dés lors, on a le choix entre deux positions : soit continuer de les présenter comme des partis ouvriers ou ouvrier-bourgeois, ce qui contribuera à alimenter les illusions des masses sans leur ouvrir la moindre perspective politique comme c'est le cas depuis 60 ans au moins, soit engager un combat à mort contre eux et l'idéologie bourgeoise qu'ils véhiculent pour que les masses s'en détournent et que son avant-garde construise un parti révolutionnaire.

Il ne sert à rien de les combattre à coup d'invectives ou d'arguments à l'emporte-pièce. Nous devons les placer résolument dans le camp auquel ils appartiennent, c'est-à-dire celui des ennemis du prolétariat, et si nous sommes incapables de proposer une perspective politique qui rompe radicalement avec le réformisme, autrement dit si nous n'osons pas mener notre combat politique sur les bases de notre programme et sous notre propre drapeau, nous ne pourrons jamais gagner la confiance des travailleurs et construire le parti.

Jouer sur la double nature du PS et du PCF a duré beaucoup trop longtemps, on voit où cela nous a menés. La tactique du front unique qui a été mise en oeuvre sans le moindre discernement depuis plus de 60 ans avec le succès que l'on sait, s'inscrit dans la continuité logique de cette caractérisation frelatée qui a conduit à chaque étape de la lutte des classes à subordonner le mouvement ouvrier aux appareils traîtres du PS et du PCF, à la bourgeoisie pour en assurer la survie, tout en nous empêchant de construire le parti.

A en croire l'ensemble des dirigeants du mouvement ouvrier se réclamant du trotskysme, il était inévitable que l'on en arrive à la situation politique actuelle, puisque aucun n'accepte de reconnaître ses propres erreurs et d'assumer ses responsabilités. A les entendre, les raisons de cette décomposition du mouvement ouvrier seraient à chercher ailleurs. Elle serait uniquement le produit d'événements qui se seraient déroulés à un certain moment à un certain endroit dans le monde, par exemple, la chute du mur de Berlin en 1989 ou la restauration du capitalisme en Russie en 1991, qui leur servent de paravent pour camoufler leur propre incapacité à analyser correctement la situation politique et à déterminer les tâches qui en découlent pour construire le parti. Mais en aucun cas, ils ne mettront en cause leurs abandons et leurs reniements politiques successifs du programme de la révolution prolétarienne et leur incurie en passe de devenir légendaire, la modestie n'est décidément pas leur point fort, à croire que leur seul talent a toujours consisté à tromper les militants.

A aucun moment il ne leur viendra à l'idée qu'ils ont fait totalement fausse route en enchaînant le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie avec la tactique du front unique dont l'emploi permanent et poussé à l'extrême porte un nom, celui du front populaire ou de l'union nationale, de la trahison et de la défaite.

Ne voyez-vous pas le rapport de cause à effet qui existe dans cette relation ? Ne comprenez-vous pas que le front unique contrôlé et dirigé par le PS et le PCF ne pouvait aboutir finalement qu'à une capitulation devant la bourgeoisie que vos dirigeants vous ont présenté comme une victoire, par exemple 10 mai 1981 ?

Qu'est-ce que vous vous êtes imaginés, que le prolétariat avait remporté une victoire en 81, étrange analyse. Au contraire j'avais cru comprendre que le gouvernement de front populaire portait en son sein ou annonçait les pires défaites du mouvement ouvrier en l'absence d'un puissant parti révolutionnaire, souvenez-vous du front populaire en France, en Espagne, au Chili qui a débouché sur la dictature franquiste ou de Pinochet ou la seconde guerre mondiale. Le Front populaire et l'union nationale sont les pires formes politiques de la domination de la bourgeoisie ouvrant la voie à la dislocation et à la répression du mouvement ouvrier, à la liquidation de son avant-garde. Seriez-vous amnésiques ou auriez-vous désappris ces enseignements élémentaires de la lutte des classes du siècle dernier ?

Le front populaire et l'union nationale nommée "cohabitation" de 1981 à 2002 a abouti à la liquidation de droits sociaux et démocratiques considérables que j'analyse comme une défaite à froid du prolétariat ou un coup d'État permanent pour reprendre la caractérisation de Mitterrand (1963) de la Ve République, mené d'une main de maître et presque sans accroc, avant d'ouvrir la voie à la restauration des pleins pouvoirs du président de la République pour lequel la constitution avait été taillée sur mesure en 1958. Voilà le résultat pratique du front unique dans toute sa splendeur.

Il est vrai qu'il est nécessaire de voir plus loin que le bout de son nez pour comprendre ce qui s'est réellement passé, tout dépend aussi si nous sommes véritablement sur la même longueur d'onde, si nous poursuivons réellement le même objectif, ce dont je me permets de douter et bien que peu de militants n'en ont conscience.

Venons-en à l'éditorial de Gluckstein consacré à l'opposition qui existerait entre le consensus et la démocratie sous la domination de classe de la bourgeoisie, il faut bien cadrer les choses puisqu'il s'emploie malicieusement à ne pas le faire.

Quelle étrange coïncidence, le consensus UMP-PS n'est-il pas une forme inachevée ou qui ne veut pas dire son nom, mais une forme tout de même d'union nationale, disons larvée ? C'est la forme de gouvernement qui a existé sous la IVe République de 1946 au mois de mai 1958, unissant dans un même élan fraternel et patriotique le parti bourgeois MRP (mouvement républicain populaire), le PC et la SFIO (ancêtre du PS).

Constatant qu'il y a consensus entre le PS et les partis bourgeois depuis près d'un siècle sur les questions essentielles (vote des crédits de guerre en 1914), je ferai la remarque suivante : dans ces conditions, la notion de consensus me semble dépassée, insuffisante pour ne pas dire déplacée, à moins de vouloir faire croire aux militants que ces partis n'ont pas toujours fondamentalement poursuivi le même objectif, qu'ils continuent de défendre des intérêts distincts qui les séparent sur le fond, qu'il ne s'agirait là que d'un accord ponctuel ou temporaire sur une question particulière ou insignifiante, or nous savons pertinemment qu'ils sont liés fondamentalement par les mêmes intérêts et qu'ils le resteront aussi longtemps qu'ils existeront.

Comment comprendre que Gluckstein cherche par tous les moyens à prolonger cette supercherie, à vouloir nous faire croire que le PS serait autre chose qu'un parti bourgeois ?

A force de ne pas ou plus nommer les choses par leurs noms, on finit forcément par oublier ou s'éloigner de leur contenu originel et par tout confondre, tel est par exemple la pratique qui consiste à parler de la démocratie en générale.

Vous avez pu constater comme moi que tout le monde parle à tort et à travers de démocratie sans vouloir faire d'amalgame, mais qu'absolument aucun dirigeant du mouvement ouvrier ne parle plus désormais de la démocratie ouvrière, expression bannie, devenue tabou ou dangereuse.

Par exemple, à quoi bon opposer consensus et démocratie, puisque la démocratie prise au sens générale du terme à forcément un contenu de classe correspondant aux idées et aux intérêts de la classe dominante, la bourgeoisie. La démocratie est le produit d'un processus historique et elle a forcément un contenu de classe correspondant aux intérêts de la classe dominante. Cette entorse au marxisme n'est pas anodine ou accidentelle de la part de Gluckstein, elle est le produit des liens qui existent depuis belle lurette entre la bourgeoisie et les dirigeants du PT.

Vous me direz que la démocratie instaurée par la bourgeoisie profite aussi au prolétariat. Sans aucun doute, à ceci près que jusqu'à présent et jusqu'à preuve du contraire, elle a davantage servi à acheter la neutralité bienveillante des couches supérieures du prolétariat au détriment de l'immense majorité des ouvriers et des employés, à former une aristocratie ouvrière docile d'où sont issus les principaux dirigeants corrompus du mouvement ouvrier, qui profitent grassement de la démocratie sociale et politique en participant à une multitude d'institutions et d'organismes de collaboration de classes liés ou issus des institutions de la Ve République, plutôt qu'à permettre au prolétariat de s'organiser et de se dresser pour renverser le régime en place. Simple constatation.

La république démocratique bourgeoise est une forme de la domination politique de la bourgeoisie qui selon les besoins liés à son propre développement, de circonstances particulières qui découlent des rapports entre les classes, octroie plus ou moins de droits démocratiques (et sociaux) au prolétariat.

Dans tous les cas de figure, c'est la bourgeoisie et ses représentants qui détiennent les rênes du pouvoir et qui décident en dernier lieu de la dose de démocratie à insérer dans les institutions, parfois à contrecœur, par exemple lorsque son pouvoir était contesté au cours de la mobilisation du prolétariat. On parle alors de droits ou d'acquis démocratiques ou sociaux qui ont été concédés provisoirement au prolétariat au cours de la lutte des classes, mais qu'il faudra veiller à défendre sans relâche parce qu'à l'occasion d'un rapport de forces plus favorable la bourgeoisie fera tout pour les reprendre. Aucun militant ne niera la nécessité de défendre tous les acquis que la bourgeoisie nous a concédés. Reste à savoir de quelle manière s'y prendre pour tenter de les conserver, c'est là que les divergences apparaissent entre militants.

De la même manière, il ne peut y avoir de consensus entre tous les partis qu'à l'initiative de la classe dominante, la bourgeoisie, dans son propre intérêt évidemment.

On voit bien ici, que l'on parle de démocratie ou de consensus, dans les deux cas, c'est la bourgeoisie qui mène la danse pour son propre compte et en aucun cas le prolétariat qui les subit tous les deux à tour de rôle ou simultanément.

S'il existe bien une différence de degrés entre ces deux principes qu'il ne s'agit pas de nier, rien ne permet de justifier d'en appeler à la démocratie qu'incarne la bourgeoisie, car nous ne pouvons occulter la nature du régime comme le font en permanence les dirigeants du PT pour justifier leur ligne politique opportuniste.

En appeler à la démocratie contre le consensus consiste pour le PT à s'appuyer sur une frange du capitalisme à caractère purement national qui hypothétiquement aurait encore un rôle progressiste à jouer et dont les positions sont menacées par le capitalisme mondial lié au capitalisme financier qui a déjà fait main basse sur la plupart des grandes entreprises en France et qui dicte désormais sa loi au marché à l'échelle internationale, d'où la ligne politique de la démocratie développée par le PT depuis le début des années 80 et ses mots d'ordre de plus en plus nationaliste et patriotique.

Au lieu d'engager le combat politique contre le gouvernement et les institutions qui sont le fer de lance de la mise en œuvre au quotidien de la politique dictée par l'Union européenne pour le compte du capitalisme mondial, il lui laisse les mains libres en entonnant le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne qui est certes valable sur le plan théorique, mais qui sur le plan pratique conduit infailliblement à une impasse comme on a pu le voir jusqu'à présent. Cela pour la simple raison que ce n'est pas l'Union européenne qui détient le pouvoir politique en France, mais le président de République qui en s'appuyant sur la constitution qui est le pilier de la Ve République, signe tous les traités avec l'UE qui sont ensuite retranscrits dans le droit français.

Opposer la démocratie au consensus conduit invariablement à s'aligner sur une forme de domination politique de la bourgeoisie à des degrés divers qu'on le veuille ou non, c'est choisir entre le moindre mal et le pire des maux qui finalement laisse les mains libres à la bourgeoisie pour agir à sa guise, puisque de toutes manières, nous n'avons pas les moyens d'inverser le cours des choses. Dit autrement, dans le meilleur des cas, prôner la démocratie ou le retour à la démocratie ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de la réaction et ne peut contribuer qu'à conforter le régime en place, donc à court terme à lui donner les moyens qui lui manquaient pour passer à la vitesse supérieure dans ses attaques contre le prolétariat en recourant au consensus avec les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier.

Le consensus ne peut constituer une menace pour les droits démocratiques du prolétariat qu'à partir du moment où justement on l'oppose artificiellement ou arbitrairement à l'exercice de la démocratie en générale qui ouvre la voie à toutes les combinaisons politiques possibles, ce que semble méconnaître ou feindre de méconnaître le professeur Gluckstein.

Pour parler comme Gluckstein, le combat pour la démocratie, au lieu de constituer un point d'appui au prolétariat pour se mobiliser et combattre le gouvernement, défendre ses acquis, il subordonne son combat à la reconnaissance de la domination de classe de la bourgeoisie sous la forme de la

république démocratique bourgeoise, il l'enferme dans ce carcan et l'empêche ainsi d'entrevoir la moindre perspective politique et de poser la question déterminante de la nécessité d'en finir avec le régime, d'où le mot d'ordre stérile de rupture avec l'Union européenne qui ne peut constituer qu'une impasse politique pour les militants et les travailleurs.

Le consensus est d'une certaine façon un processus d'adaptation des principes démocratiques bourgeois en vigueur tendant à restreindre l'existence des droits démocratiques du prolétariat, afin de favoriser la mise en oeuvre de son programme antisocial et de réduire à l'impuissance le mouvement ouvrier. En tant que tel, il doit être dénoncé et combattu sans merci, reste à savoir de quelle manière, c'est là que les choses se gâtent généralement.

Pour que ce processus soit réellement productif pour la bourgeoisie et sans danger, faut-il encore que l'ensemble des partis du mouvement ouvrier marche dans cette combine pourrie, or en appelant à la rescousse la démocratie en générale, la démocratie bourgeoise puisqu'il faut bien lui donner un nom, Gluckstein emboîte le pas du PS et se range délibérément du mauvais côté de la barricade.

N'oublions jamais que c'est la bourgeoisie qui est dépositaire de la fameuse démocratie en tant que classe dominante qui exerce tous les pouvoirs. En appeler à la démocratie revient automatiquement à en appeler à la bourgeoisie pour combattre la bourgeoisie, voilà à quelle absurdité aboutit Gluckstein. On pourrait dire encore que la ligne politique définie par le PT conduit à vouloir lutter contre les effets pervers ou négatifs du capitalisme au nom de la démocratie sans engager le combat politique pour en finir avec le capitalisme, rejoignant ainsi les altermondialistes, la LCR et LO.

Maintenant, si l'on opposait la démocratie ouvrière au consensus et à la démocratie bourgeoise, ce discours serait directement saisissable par les travailleurs et jeunes parce qu'ils se situeraient sur un terrain de classe parfaitement délimité qui exclurait toute confusion entre les intérêts du patronat et ceux du prolétariat. C'est simple à comprendre, n'est-ce pas ? C'est un raisonnement élémentaire et pourtant il se situe à l'opposé de celui des dirigeants du PT, de la LCR, de LO et bien entendu du PCF.

(source : *Le Monde* 05.07.07)

(Le texte du PS était signé par Kader Arif, député européen PS ; Harlem Désir, Jean Glavany, député PS ; Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris ; Faouzi Lamdaoui, secrétaire national du PS ; Annick Lepetit ; Stéphane Le Foll, Mehdi Ouraoui, délégué national du PS.)